

Greene, Thomas H., *Comparative Revolutionary Movements*,
Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N.J., 1974, 172 p.

L. P. Singh

Volume 7, numéro 3, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700704ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700704ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Singh, L. P. (1976). Compte rendu de [Greene, Thomas H., *Comparative Revolutionary Movements*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N.J., 1974, 172 p.] *Études internationales*, 7(3), 469–470. <https://doi.org/10.7202/700704ar>

ciser que la construction d'équipements hydrauliques est transférée aux pays en voie de développement, pays qui ont un niveau d'industrialisation suffisant ; ce transfert ne se fait, toutefois, que sous le contrôle des gros constructeurs.

Un deuxième chapitre est consacré à l'étude des centrales nucléaires. Le monde industrialisé refusant la dépendance énergétique vis-à-vis des pays arabes, se lance dans le nucléaire. Il existe, selon les auteurs, deux sortes de filières nucléaires : d'une part, les filières de la première génération qui sont déjà en service mais dont certaines sont abandonnées à cause du prix de revient (par exemple, la filière graphite-gaz) et, d'autre part, les filières de la seconde génération qui franchiront le stade industriel à partir des années 1980. Les auteurs passent également en revue la politique nucléaire de nombreux pays pour, ensuite, analyser les problèmes posés par l'internationalisation des technologies nucléaires.

Enfin, la dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux groupes et à leur stratégie. Ce sont surtout les groupes américains qui dominent, et ce, en raison de leur capacité financière, de leur puissance économique et de leur maîtrise technologique. Leur stratégie est donc globalisante. Les autres groupes ont parfois une technologie assez avancée mais sont obligés, pour diverses raisons, de composer avec les firmes américaines.

Cette étude présente de nombreux aspects positifs. Elle soulève plusieurs questions, particulièrement celle concernant la dépendance technologique de l'Europe. L'Europe, qui voulait acquérir une certaine indépendance énergétique, va se trouver tout aussi dépendante au point de vue nucléaire, cette fois, non pas vis-à-vis des pays arabes, mais vis-à-vis des Américains. L'Europe passe donc d'une dépendance à l'autre, mais son indépendance énergétique n'est pas pour demain.

Jean ANGRAND

*Science politique,
Département de science politique,*

GREENE, Thomas H., *Comparative Revolutionary Movements*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, N.J., 1974, 172p.

Ce volume est une étude et une analyse excellentes des révolutions et des mouvements révolutionnaires depuis le XVII^e siècle de l'Europe jusqu'à l'Asie, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Amérique latine d'aujourd'hui. Ce n'est pas toutefois une narration de caractère historique. L'auteur a construit la succession des chapitres de façon à analyser tour à tour les chefs, les disciples, l'idéologie, l'organisation, les techniques, l'aide extérieure, les facteurs d'accélération, les conditions prévalantes, etc. Les témoignages de l'histoire et des faits viennent identifier les raisons de succès comme d'échec des mouvements révolutionnaires, d'une part, et les conditions économiques, sociales et politiques, d'autre part, qui suscitent les révolutions et la possibilité de révolution.

Quoique l'éditeur de cette collection, dans laquelle ce volume est compris, admet avec esprit critique que la tendance actuelle des sciences politiques tend à « induire à l'élégance théorique qu'elle ne possède pas manifestement » l'auteur, lui, a trouvé néanmoins difficile de résister à cette tentation de formuler des théories au sujet de la révolution et des mouvements révolutionnaires. Nous ne pouvons que différer d'opinion quant à l'assertion suivante que « le processus behavioriste de la révolution est essentiellement non répétitif » (p. 152). Nous devons toutefois partager ses propos lorsqu'il conclut : « If, by theory, then, we mean an empirically testable series of hypotheses that are logically deduced from a broad range and falsifiable proposition, there is no theory of revolution. Nor is there ever likely to be one. But if by "theory" we mean a conceptual paradigm (or framework) that is sufficiently abstract to include within its purview many essentially independent and middle-range hypo-

theses, there are several theories of revolution.» (p. 154)

Au sujet de l'appartenance de classe des chefs révolutionnaires, le professeur Greene trouve qu'il y a habituellement des intellectuels, ou des hommes ou femmes d'un haut niveau intellectuel, appartenant à la classe d'origine moyenne ou supérieure. Ceux qui les suivent sont habituellement de la minorité agissante d'une classe sociale alliée à une minorité active d'autres classes sociales. En analysant les données de sept révolutions entre 1940 et 1962, Greene constata que les participants viennent d'une infime partie de la population, soit de 0.7 à 11%. Il existe un certain nombre de lieux communs familiers aux étudiants des sciences sociales. Mais l'auteur avance d'autres notions qui ne nous convainquent pas, et qui plus est, ne sont étayées par aucune donnée : « La puissance révolutionnaire est très faible dans les sociétés traditionnelles à cause de la faible incidence des changements de revenu qui, conséquemment exerce des pressions minimum d'adaptation sur les institutions politiques et sociales. » (p. 134)

Cet ouvrage n'est pas un traité volumineux sur les révolutions. Il est plutôt un compte rendu bref et lucide, et une analyse de quelques révolutions importantes ou mouvements révolutionnaires des temps modernes. Ce livre résume plus qu'il ne remplace des textes plus ambitieux sur ce sujet. Quoiqu'il soit quelque peu avare de détails quant aux récits historiques, c'est toutefois un ouvrage qu'il faut lire et une information recommandée pour les étudiants, le public en général et pour tous ceux qui s'occupent d'enseigner les matières politiques et sociales. L'auteur, éditeur de cette collection, le professeur Joseph LaPalombara, et la maison d'édition méritent nos félicitations pour cet ouvrage valable sur un sujet d'actualité et d'intérêt.

L. P. SINGH

*Département de science politique,
Concordia University, Montréal*

MACRIDIS, Roy C., *French Politics in Transition – The Years after De Gaulle*, Winthrop Publishers Inc., Cambridge, Mass, 1975, 165p.

L'ouvrage écrit par Roy C. Macridis peut présenter un grand intérêt pour ceux qui veulent avoir quelques éléments de base sur la politique gaulliste, l'après-gaullisme et la politique actuelle de la France, c'est-à-dire, depuis l'avènement de Giscard d'Estaing à la présidence de la République.

Dans un chapitre intitulé « The Gaullist Legacy », l'auteur s'attache à décrire le système gaulliste qui constitue un effort pour concilier les différentes tendances qui ont vu le jour jusque-là, en France. Ce système est basé sur les principes suivants : le renforcement de l'État-Nation, la limitation des pouvoirs de l'Assemblée représentative, la participation de la population, c'est-à-dire l'établissement de contacts directs entre le Chef de l'État et la population notamment, par la voie du référendum. L'auteur a analysé ensuite, la constitution de la V^e République, son évolution, puis la politique étrangère gaulliste dont le principe de base a été la recherche de l'indépendance de la France.

Le « gaullisme sans de Gaulle » correspond aux années 1969-1973. Pendant cette période, les relations entre l'exécutif et le législatif ne furent pas améliorées, tandis que la majorité reste très divisée. En politique étrangère, le Président agit souvent seul. C'est dire qu'il a pratiquement la même conception du présidentialisme que de Gaulle. Au sujet du Marché commun, il faut noter qu'il a adopté une attitude différente de celle de son prédécesseur, mais en décidant de tenir un référendum sur cette question, il a rejoint la pensée de de Gaulle au sujet de la participation. L'auteur conclut que la politique étrangère sous Pompidou a pris une dimension modeste et, en dépit des initiatives entreprises pour permettre à la France de jouer un rôle dans